

# RAPPORT ANNUEL 2018

Application du règlement  
Gestion contractuelle

---



## **1. PRÉAMBULE**

Sanctionné le 16 juin 2017, la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs, permet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, à une municipalité de prévoir les règles régissant la passation de ses contrats dont le montant de la dépense est de 25 000 \$ et plus, mais inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public (AOP). L'article 938.1.2 du Code municipal du Québec (C.M.) exige par ailleurs que des règles à cet effet soient prévues au Règlement de gestion contractuelle (RGC) de la municipalité. Par exemple, elle pourrait établir le seuil de la dépense à partir duquel elle attribue ses contrats de gré à gré. Ce seuil pourrait varier selon le type de contrat (services professionnels, exécution de travaux, etc.)

Conformément à l'article 938.1.2 du C.M., la Municipalité doit présenter annuellement un rapport concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle.

## **2. OBJET**

Ce rapport a pour principal objectif de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle de la municipalité en renseignant les citoyens sur l'application des mesures prévues à son RGC.

## **3. LE RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

En vertu de l'article 278 de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs, les politiques de gestion contractuelle des organismes municipaux sont réputées des Règlements sur la gestion contractuelle (RGC), et ce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018,

La Municipalité de Saint-Nazaire a modifié son règlement de gestion contractuelle le 2 juillet 2018 afin de prévoir les règles de passation des contrats qui comportent une dépense d'au moins 25 000 \$ et de moins de 100 000 \$. En vertu de ce règlement, la municipalité de Saint-Nazaire peut passer tout contrat comportant une dépense inférieure à 100 000 \$ de gré à gré.

#### 4. OCTROI DES CONTRATS

Voici le sommaire des contrats de plus de 25 000 \$ octroyés par la Municipalité :

CONTRACTANT	NATURE DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Groupe Ultima inc.	Assurances municipales	61 203.00 \$	Gré à gré
Jardins Scullion	Aménagement paysager des sentiers du quartier Boréal	45 138.04 \$	Sur invitation
Pavage régional	Travaux d'asphaltage	25 869.38 \$	Sur invitation
Terrassement Jocelyn Fortin enr.	Remplacement de la conduite d'aqueduc de la rue Principale Est (Route 172)	683 952.85 \$	SEAO
Louis-Maurice Tremblay	Déneigement et entretien des trottoirs	27 709.40 \$	Gré à gré

#### 5. LES MODES DE SOLLICITATION

La municipalité peut conclure des contrats selon les trois principaux modes de sollicitation possibles : le contrat conclu de gré à gré; le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation auprès d'au moins deux fournisseurs; ou le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres public. Pour déterminer le mode de sollicitation à utiliser, l'organisme municipal tient compte de l'estimation de la dépense du contrat qu'il désire octroyer ainsi que des dispositions législatives et réglementaires à cet égard.

Il est à noter que la municipalité ne peut pas diviser un contrat en plusieurs contrats en semblable matière, sauf si cette division est justifiée par des motifs de saine administration ou si un contrat est nécessaire dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles.

##### 5.1. Contrats dont la dépense est inférieure à 100 000 \$ et conclu de gré à gré

Le Règlement de gestion contractuelle prévoit que la municipalité peut passer tout contrat comportant une dépense inférieure à 100 000 \$ de gré à gré. Pour l'année 2018, tous les contrats dont la dépenses est inférieure à 100 000 \$ et conclu de gré à gré l'ont été selon les règles en vigueur.

##### 5.2. Rotation des fournisseurs

À l'exception des contrats octroyés en vertu d'une exception de l'article 938 du Code municipal, tous les contrats ont été octroyés à des fournisseurs différents.

**6. PLAINTE**

Aucune plainte n'a été reçue concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle.

**7. SANCTION**

Aucune sanction n'a été appliquée concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle.